

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 25 octobre 2024

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer _ CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1

55100 Dugny-Sur-Meuse

Références : LD-PaD/485-2024

Code AIOT : 0006200900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre des Plans Pluriannuels de Contrôle (PPC), conformément aux objectifs de surveillance et d'évaluation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-745 modifié du 29 mars 2007. Située sur le territoire de Dugny-sur-Meuse, cette installation est spécialisée dans la production de chaux vive à partir de calcaires extraits de la carrière à ciel ouvert

attenante.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 171	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Efficacité énergétique des installations	Arrêté Préfectoral du 13/03/2017, article 10.1	Sans objet
3	Émissions de poussières / silos de Castine	AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4	Sans objet
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 24	Sans objet
5	Registre admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 7	Sans objet
6	Transmission des informations	Arrêté Préfectoral du 13/03/2017, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a constaté aucun écart majeur.

Cependant, des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) concernant les COT et HCl ont été observés en 2024, attribués essentiellement à des essais de combustion non concluants avec des pellets.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, un compte-rendu de ces essais en détaillant les mesures préventives et correctives mises en place pour éviter tout nouveau dépassement des COT et HCl.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des valeurs limites d'émission dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 17.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE dans l'air
Prescription contrôlée : Les installations de co-incinération sont conçues, équipées et exploitées de manières à respecter les valeurs limites fixées dans l'annexe 1.
Constats : Lors de la visite, il a été vérifié que l'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral concernant le contrôle des émissions. Un analyseur est installé à la sortie des filtres, permettant un suivi en continu des concentrations de polluants émis par les fours. Ce système offre la possibilité de surveiller en temps réel ces émissions, et l'exploitant a précisé qu'il est associé à un logiciel de gestion intégrant des alertes automatiques en cas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE). Ce dispositif permet également une gestion optimisée des apports de combustibles dans chaque four, contribuant ainsi à une meilleure maîtrise des émissions.
Suivi des mesures et gestion des dépassements : <ul style="list-style-type: none"> Un rapport quotidien est tenu par l'exploitant, consignait régulièrement les résultats des mesures effectuées, qui restent globalement conformes aux valeurs réglementaires de l'arrêté préfectoral. Les données recueillies sont centralisées dans un tableau de suivi, à partir duquel un

rapport mensuel est généré, incluant des informations détaillées sur les concentrations enregistrées ainsi que les éventuels dépassements des VLE.

- Cependant, au cours de l'inspection, des dépassements ont été observés sur les paramètres suivants :
 - COT (Composés Organiques Totaux) : limite fixée à 10 mg/Nm³ en moyenne jour.
 - HCl (Chlorure d'hydrogène) : limite de 10 mg/Nm³ en moyenne jour.

Ces dépassements observés pour la période de juillet à août de l'année 2024, sont repris ci-dessous :

- 3 jours de dépassement des COT sur le filtre de la 3^e batterie ;
- 14 jours de dépassement des COT et 2 jours pour les HCl sur le filtre de la 4^e batterie.

Actions correctives mises en œuvre :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats de ses investigations concernant les dépassements en COT. Ceux-ci seraient liés aux essais d'injection de pellets dans les brûleurs inférieurs en vue de la conversion à terme du combustible par de la biomasse. Un plan d'action est en cours pour remédier à cette situation, et il a été décrit à l'inspection le jour de la visite.

Concernant les dépassements de HCl, l'exploitant a instauré un suivi des consommations mensuelles de chaux hydratée afin d'identifier toute dérive éventuelle dans l'utilisation de ce réactif.

L'exploitant respecte globalement les prescriptions en matière de valeurs limites d'émission grâce à son dispositif de contrôle en continu des émissions et de gestion des dépassements. Néanmoins, l'inspection recommande de renforcer la vigilance sur l'utilisation de ces outils de suivi, en particulier concernant la réactivité face aux dépassements ponctuels, afin d'assurer une maîtrise optimale des risques environnementaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de décrire, dans un délai de deux mois, des mesures préventives et correctives afin d'éviter tout dépassement des concentrations en COT et HCl. De plus, un suivi régulier des résultats et des actions correctives devra être mis en place pour prévenir toute dérive future.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Efficacité énergétique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2017, article 10.1

Thème(s) : Autre, Niveaux de consommation d'énergie thermique

Prescription contrôlée :

La consommation d'énergie thermique de l'usine est fixée au maximum à 4,9 GJ/tonne de chaux fabriquée. L'exploitant justifie annuellement du respect de cette prescription dans le rapport annuel et commente d'éventuelles dérives.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection une moyenne de sa consommation mensuelle et annuelle, dans lequel il indique que la consommation énergétique thermique pour l'année 2024 est de **4,7 GJ/tonne de chaux fabriquée**, ce qui est conforme à la limite prescrite.

Aucun manquement n'a été relevé sur ce point lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions de poussières / silos de Castine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des émissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'air chargé de poussières issu des installations de criblage et de broyage au poste secondaire est extrait du bâtiment par une ventilation suffisante et est dépoussiéré avant rejet à l'atmosphère. Les silos de stockage de castine en amont du chargement par camions sont équipés de dépoussiéreurs au niveau de leur mise à l'air libre. Ces rejets respectent les valeurs limites d'émission et les modalités d'autosurveillance définies à l'annexe I de l'arrêté n°2007-745 du 29 mars 2007 modifié.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions afin de limiter les émissions diffuses de poussières. Les opérations de chargement par wagons se font sous un bâtiment couvert et sont surveillées par un opérateur qui limite autant que possible l'émission de poussières diffuses. Avant la mise en service des installations visées à l'article 3, l'exploitant met en place une jauge Owen (ou un dispositif équivalent) entre le poste de chargement par wagons et les habitations les plus proches, et justifie à l'inspection des installations classées qu'elle est judicieusement positionnée pour le suivi des rejets de poussières diffus de l'unité de fabrication de Castine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les informations rapportées par l'exploitant indiquent que deux mesures d'autosurveillance des poussières, réalisées en avril 2024 à l'aide des jauges Owen, montrent une concentration de 0,07 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 10 mg/Nm³, fixée par l'arrêté préfectoral. L'exploitant précise que les installations de criblage, broyage et les silos sont correctement équipés de systèmes de dépoussiérage et de ventilation. La jauge Owen, mise en place entre le poste de chargement et les habitations, est jugée judicieusement positionnée pour surveiller les émissions diffuses.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de la surveillance des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000.</p> <p>Échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I a de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des</p>

organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de références au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Constats :

Lors de l'inspection, un rapport de contrôle des systèmes de mesure automatiques a été présenté à l'inspection. Ce rapport, réalisé par l'organisme ANECO, porte sur les essais et contrôles effectués pour assurer la conformité des équipements de mesure continue des polluants atmosphériques, conformément à l'arrêté du 4 septembre 2000 et aux normes en vigueur.

Le rapport d'essai présenté, suivant la **procédure QAL2**, daté de juillet 2024, a été réalisé par ANECO, conformément à la norme NF EN 14181. Ce contrôle a eu lieu du 3 au 7 juillet 2024 et a porté sur l'étalonnage des systèmes de mesure automatique des polluants atmosphériques. Les essais ont confirmé le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu, avec des résultats conformes aux exigences réglementaires.

Le rapport présenté montre que ANECO a également mené un **essai AST** (Test de Mesure Automatique) du 2 au 4 avril 2024 pour valider le système de mesure en place. Ce test a vérifié l'exactitude des mesures parallèles par comparaison avec les techniques de mesure de référence. Les résultats de cet essai sont également conformes aux normes en vigueur.

Les contrôles et étalonnages annuels des systèmes de mesure automatique sont réalisés conformément aux protocoles en vigueur, assurant ainsi la conformité des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Registres d'admission et de refus d'admission

Prescription contrôlée :

f) Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur;
- la date et l'heure de réception
- l'identité du transporteur;
- le numéro d'immatriculation du véhicule
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence, à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de la livraison.

Dans le cas des installations accueillant les déchets d'un unique producteur, des informations différentes peuvent être consignées, notamment en fonction de la localisation de l'installation ou du mode d'acheminement des déchets. Elles sont précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission. Ce registre consigne pour chaque véhicule apportant des déchets les informations prévues par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2007.

<p>Un bon de livraison a été présenté lors de l'inspection, comportant l'ensemble des informations susmentionnées. L'exploitant a précisé qu'aucun cas de refus d'admission n'a été recensé à ce jour. Cependant, un registre de refus d'admission est en place et prêt à être utilisé. Ce registre est destiné à consigner toutes les informations concernant la quantité, la nature et la provenance des déchets non admis, ainsi que les raisons du refus.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées sur les déchets admis sont intégrés au registre d'admission via un fichier Excel, qui assure une traçabilité complète. Il a été vérifié que la liaison entre les livraisons et les analyses est correctement effectuée. L'exploitant a également confirmé que l'absence des informations requises entraînerait le refus de la livraison des déchets.</p> <p>Les outils mis en place, à savoir le fichier Excel et le logiciel VAS, permettent un suivi rigoureux des informations, et aucun manquement n'a été relevé lors de l'inspection concernant la gestion des registres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Transmission des informations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2017, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité de transmission des informations</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les bilans des mesures réalisées à transmettre à l'inspection des installations classées contiennent les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées, • pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures • les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance opérées en application des arrêtés en vigueur. <p>Ils sont accompagnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'interprétation appropriée sur les résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant, • en cas de dépassements des VLE fixées dans les arrêtés en vigueur, d'explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier. <p>L'inspection des installations classées pourra, le cas échéant, faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses de contrôle de la qualité des eaux superficielles et de recherche et dosage des legionella pneumophila dans les eaux des circuits de refroidissement, sont en outre transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p> <p>Ce sera aussi le cas à compter de 2017 pour les résultats de mesures de la surveillance des eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant a présenté la surveillance sous GIDAF conformément aux demandes de l'inspection. Les bilans des mesures de surveillance ont été transmis dans les délais impartis, incluant les résultats et interprétations appropriées. Lors de l'inspection, l'exploitant a toutefois signalé que le cadre de l'application GIDAF devrait être revu afin de correspondre plus précisément aux exigences de l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2017-503 du 13 mars 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>